L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

Entre les rues Bienville et C nti

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 13 FEVRIER 1863.

BUREAUX, No. 73 rue de Chartres.

Nouvelle-Orléans :
VENDREDI MATIN, 13 FEVRIER.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par H. Gauci & Mossy, à 10 heures, en arrière de chez ce dernier, boîtes et cercles.

Par Lewis & Co., à 10 heures et demie, le fonds et l'intérêt d'un marché de marchandises sèches situé coin Chartres et Victoire.

Par H. H. McClean, à 11 heures, au coin des rues Magazine et Commune—mais, farine, beurre, graisse, thé et whiskey, &c.

Par J. H. Cozat, à onze heures, dans la rue Royale, No 35—meubles de maison et de bureau.

Par P. H. Flynn, à onze heures, dans la rue Royale, No 31—meubles.

SOUSCRIPTION

AU PROFIT DES OUVRIERS COTONNIERS

Du département de la Seine Inférieure

Voici la liste des endroits où l'on trouvera de listes de souscription :

A L'CONSULAT DE FRANCE.
Chez MM. EUGENE ROCHEREAU & Cie, rue St. Louis.
PAUL JUCK FILS, rue de la Vieille Levée.
LARUE & PREVOST, rue Carondelet No 50.
J. LIENT, rue Carondelet No 10.
OSCAR BERGER & Co., 17, rue St-Louis, et 75, rue Tchoupitoulas.
C. ROUYER, No 135, rue de Chartres.
AUX BUREAUX DE L'ABEILLE, rue de Chartres.

Vues militaires des Radicaux.

Nous avons remarqué dans les dernières correspondances de Washington aux journaux du Nord des velléités politiques et militaires si différentes de celles qui ont caractérisé jusqu'ici la conduite des Radicaux, que nous ne croyons pas pouvoir nous dispenser de les reproduire en partie, au moins à titre de renseignements. On pourra juger de leur valeur par les citations qui suivent.

Les détails exacts, obtenus de sources diplomatiques, feront, sans doute, trouvée intéressante. Les Radicaux proclament qu'il leur sera impossible de continuer la guerre jusqu'au terme de la présidence de M. Lincoln, car avant peu de mois le peuple leur refusera et hommes et argent, et adoptera un plan qui mettra fin à la guerre, et fera la paix probablement avec l'esclavage. La nomination du général Hooker au commandement de l'armée du Potomac, à la place du général Burnside, est une partie du plan en question. Les Radicaux comptent que Hooker, qu'ils croient aujourd'hui que le président ne peut accepter, et le mécontentement que le peuple accueillera certainement avec joie, amèneront nécessairement l'engagement proposé par M. Lincoln pour un armistice de la part du gouvernement fédéral, et la proclamation qu'en sera la conséquence. Le rapport qu'aux séparation aurait lieu maintiendrait leur indépendance du Sud.

Les abolitionistes croient que si le Sud refuse de telles conditions il se placerait en dehors de la civilisation et qu'alors un effort définitif pour conquérir les états révoltés deviendrait universellement. L'attente est courte. D'ici à quinze jours au plus tard nous devons avoir la solution de cette importante question. Dans l'intervalle nous ne devons avoir de nouvelles que par les amis ou la paix par la médiation des puissances étrangères.

Le nouveau commandant de l'armée du Potomac a certainement un grand avantage. Il paraît connaître par le détail le terrain qu'il doit parcourir et les positions qu'il doit occuper. Le général Hooker est connu intimement de toutes les divisions de l'armée, et ses instructions données au général Burnside, avant la bataille de Fredericksburg, ne laissaient aucune hésitation sur la ligne de conduite à suivre dans l'avenir. Le général Hooker est considéré comme un officier d'une grande énergie et d'une habileté remarquable, et une armée nombreuse par le nombre pour attaquer Vicksburg et le Port Hudson aura ses moyens contre ce place. On se livrera aussi puissant effort contre Richmond et dans la vallée du Mississippi, et on espère obliger les rebelles à demander la paix dans les trois mois prochains.

Pendant qu'on sera à exécuter cette phase du programme radical, des agents secrets iront sans doute trouver Napoléon pour le prier d'entrer avec l'Empereur des Français de la médiation des puissances européennes entre le Nord et le Sud. Les Radicaux supposent que Napoléon pourrait aisément engager les autres nations à faire la fait, pour l'une seule intervention, et ces avaient d'avance que toute gouvernement fut de, ces accepterait la médiation de service. Les Radicaux mettent pour condition à la reconnaissance du Sud qu'il se soumettrait à un point d'emancipation graduelle, le Nord ait alors une même cause pour refuser d'y prendre part. Les Radicaux se croient que cette politique est universellement adoptée par les fonctionnaires du gouvernement de Washington.

Le point à un fait qu'il ne faut pas perdre de vue—il devrait Napoléon d'un grand danger, celui de reconnaître la Confédération du Sud sans risque à une guerre avec le Nord. Il est clair que dans un cas pareil de quelques mois on devrait demander sa médiation, il attendra, avant de se retirer une décision, le résultat de la vigoureuse campagne que les Radicaux se promettent de faire. Il saurait si, en effet, la puissance du Sud sera brisée, ou si le Nord est obligé à accepter son injuste traité.

Que les Radicaux aient peu de foi dans les résultats de cette campagne, cela paraît ne faire aucun doute. Ils ont dans le cœur la conviction